
Points principaux du rapport du Groupe de travail « Subsidiarité » présenté à la Convention européenne les 3 et 4 octobre 2002, en session plénière.

Président du Groupe de travail : Monsieur Mendez de Vigo

POUR UNE MEILLEURE APPLICATION DE LA SUBSIDIARITE.

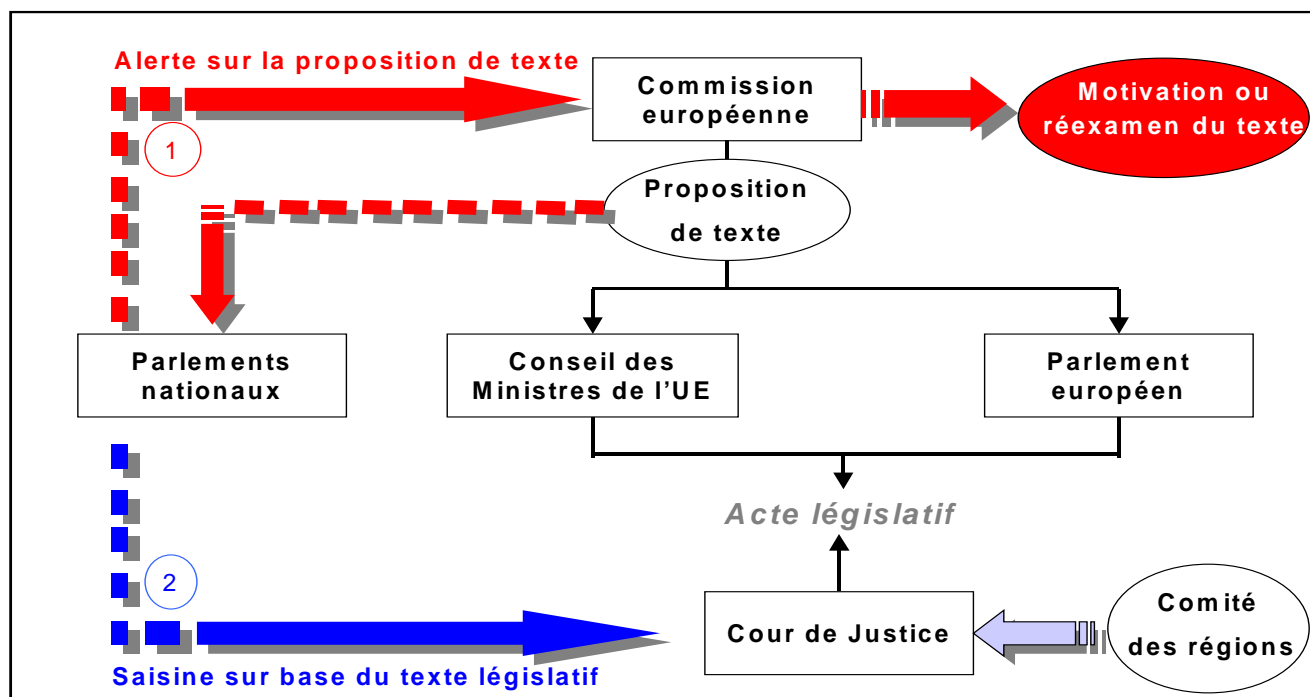
Le traité de Maastricht a introduit le principe de subsidiarité afin d'assurer que l'action se place au niveau le plus approprié dans les domaines où la compétence est partagée entre Etats membres et Union européenne (exemple : l'environnement) : une action au niveau de l'Union européenne n'est prévue que si l'Union est réellement en mesure d'agir plus efficacement que les Etats membres individuellement.

L'application de ce principe a amélioré la législation européenne. Mais, aujourd'hui elle n'est soumise qu'au contrôle juridictionnel de la Cour de Justice qui intervient **après** l'adoption des actes législatifs.

Le Groupe de travail « Subsidiarité » souhaite qu'à l'avenir les institutions européennes assurent une meilleure application de la subsidiarité au cours du processus législatif et que les parlements nationaux puissent intervenir rapidement et efficacement s'ils considèrent qu'une proposition de texte législatif européen ne respecte pas ce principe.

Pour rendre l'application et le contrôle de ce principe plus opérationnels à l'avenir, le Groupe de travail propose :

- ▶ **l'obligation, pour la Commission**, de joindre à ses propositions de texte une « fiche subsidiarité » pour permettre au cas par cas une meilleure évaluation du principe par le législateur (Conseil des Ministres de l'Union européenne et le Parlement européen;
- ▶ la création d'un **mécanisme d'Alerte précoce** qui va permettre aux parlements nationaux de s'exprimer au début de la procédure sur la conformité ou non des propositions législatives de la Commission européenne avec le principe de subsidiarité **(1)**;
- ▶ l'attribution, aux parlements nationaux ayant activé le mécanisme d'*alerte précoce*, du droit de **saisir la Cour de Justice** après l'adoption des actes législatifs, pour violation du principe de subsidiarité **(2)**;
- ▶ **le Comité des régions** pourra saisir la Cour de justice pour les textes touchant aux domaines à propos desquels il est consulté dans le cadre normal de ses attributions.



Cette solution :

- ▶ n'alourdit pas la procédure législative et ne crée pas une nouvelle instance ou un nouvel organe;
- ▶ respecte le processus législatif communautaire;
- ▶ permet, pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, aux parlements nationaux d'intervenir directement;
- ▶ implique aussi à un stade précoce, à travers le parlement européen et les parlements nationaux, les opinions publiques nationales dans le débat sur une proposition législative européenne.